

Pôle services vétérinaires
Service : santé, protection animale et environnement
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et
alimentation animale

Châlons-En-Champagne, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA VOLAILLES du MOULIN

51240 Dampierre-sur-Moivre

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement SCEA VOLAILLES du MOULIN implanté 51240 Dampierre-sur-Moivre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA VOLAILLES du MOULIN
- RUE DU MOULIN 51240 Dampierre-sur-Moivre
- Code AIOT : 0005704796
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SCEA VOLAILLES DU MOULIN exploite un élevage de 67 712 emplacements de volailles de chair soumis au régime de l'autorisation de la nomenclature des ICPE.

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral n° 2015 A 79 IC du 12 novembre 2015,
- Donné acte n° IC/2017.02.08 du 3 février 2017,
- Donné acte n° 2021-10 du 22 mars 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations techniques (stockage de gaz)	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Sans objet
3	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
4	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
5	État de propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
6	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

le raccordement des lavabos aux cuves de récupération prévues n'est pas réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Article 3 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 «L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.» La SCEA VOLAILLES DU MOULIN s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation, pour ce qui concerne la gestion des eaux vannes provenant des lavabos situés dans les sas, à utiliser un système de stockage par cuve avant prise en charge par une société agréée.
Constats : Vues les cuves semi-enterrées à proximité des deux bâtiments servant à recueillir les eaux des lavabos (selon les explications des exploitants). Le raccordement aux lavabos n'est pas réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Installations techniques (stockage de gaz)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2
Thème(s) : Élevage, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : « Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables).[...]»
Constats : Les zones de stockage de gaz sont protégées par une clôture de 2 m de haut et munie d'une porte fermant à clé.
Type de suites proposées : Sans suite - conforme

N° 3 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : « Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.»
Constats : Le jour de la visite, les fumiers des 2 bâtiments étaient en cours d'évacuation. Selon les explications de l'exploitant, <ul style="list-style-type: none">- les effluents liquides et les eaux de lavage sont mélangées et évacuées avec la litière lors du curage,- au niveau des dalles en béton situées devant les bâtiments, les effluents résiduels sont balayés et évacués à chaque curage. Les toitures des deux bâtiments sont en bon état. Les eaux de toiture s'écoulent le long des bâtiments. Aucune accumulation d'eau au niveau du sol.
Type de suites proposées : Sans suite - conforme

N° 4 : Déclaration des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : « L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » [...] »
Constats : La dernière déclaration des émissions polluantes concerne l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite - conforme

N° 5 : État de propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation et aménagement
Prescription contrôlée : « [...] L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.»
Constats : Les sas et abords des bâtiments sont en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : «Le plan d'épandage est constitué : - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - [...]» - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; [...]» L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.»
Constats : Vues les parcelles concernées par le porté à connaissance relatif à la modification du plan d'épandage (parcelles SV14 à SV18). Depuis le jour de la visite, les exploitants ont fourni le parcellaire à jour. Ils ont fait le choix de supprimer les prairies (parcelles SV14 et SV16). Vu la carte des nouvelles parcelles représentant les éléments attendus. D'après les explications des exploitants, l'intégralité de la surface de la nouvelle parcelle SV18 est en culture depuis son intégration en 2020 : la surface boisée anciennement incluse avait déjà disparu. Le plan d'assolement pour l'année 2020 le confirme. Remarque : les nouvelles parcelles ont déjà reçu des épandages de fumiers de bovins et sont actuellement utilisées par la SCEA.
Type de suites proposées : Sans suite - conforme